

168
Ali Yata

**Une orientation
nouvelle s'impose
pour vaincre
définitivement
la crise**

(Traduction du texte du discours prononcé
au meeting organisé, le 20 décembre 1974, par
le Parti du Progrès et du Socialisme, au Théâtre
Municipal de Casablanca)

Mesdames, Messieurs, cher public casablançais,

Nous sommes très heureux et très honorés de cette rencontre de ce soir entre le public casablançais qui nous est cher et le Parti du Progrès et du Socialisme. Notre joie est d'autant plus grande que c'est la première fois qu'un rassemblement de masse a lieu dans notre capitale économique, pôle humain, social et politique du Maroc, sous l'égide du Parti du Progrès et du Socialisme, depuis que notre Parti a recouvré sa faculté d'agir au grand jour et sa légalité, après des années de contrainte, des années de négation de ses droits et dont ont souffert nos militants.

C'est en effet un très grand événement, un événement très important, que ce rassemblement ait lieu au Théâtre Municipal, que nous puissions nous exprimer en toute liberté et que nous débattions de problèmes nationaux et de questions intéressant le peuple. Ceci prouve qu'il y a du nouveau dans notre pays.

I - UNE PERIODE RICHE EN CHANGEMENTS POSITIFS

Naguère, il n'était pas d'homme politique, de quelque tendance qu'il fût, pas d'observateur, de quelque pays qu'il fût, qui ne parlait des affaires marocaines sans dire que la crise marocaine s'approfondit, que la situation empire, qu'aucune ouverture n'est prévisible, que l'avenir ne présage rien de bon et que le Maroc va à la catastrophe. Encore de nos jours, il y a chez nous quelques pessimistes qui ne cessent de répéter les mêmes clichés. Ce sont des gens qui ne voient pas loin, qui exagèrent et s'entêtent.

Pour nous, militants de la libération, du progrès et du socialisme, c'est un plaisir et un honneur de reconnaître publiquement que certains changements ont eu lieu, ces derniers mois dans notre pays, que ces changements ont leur importance, que de nouveaux horizons s'ouvrent devant les yeux des citoyens et que la possibilité d'introduire quelques transformations radicales dans les structures marocaines n'est plus un rêve et que les conditions pour cela commencent peu à peu à se réunir.

Nous pouvons évidemment évoquer plusieurs événements positifs de la dernière période ; mais nous nous limiterons aux plus importants.

Il s'agit en premier lieu de la reconnaissance de la légalité du Parti du Progrès et du Socialisme, en tant que parti dont la doctrine est le socialisme scientifique et qui constitue l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière marocaine, des paysans pauvres et du peuple marocain dans son ensemble. Cette mesure est une grande victoire démocratique. Assurément une victoire pour nous qui militons et combattons depuis plus de trente ans pour notre droit à une organisation légale, mais aussi pour notre pays, parce que le Parti du Progrès et du Socialisme est un parti patriotique qui agit pour la défense des intérêts suprêmes de la nation. C'est aussi une victoire pour les masses populaires, parce que notre Parti émane

d'elles et agit pour elles, défend leurs droits, appuie toutes leurs revendications légitimes. C'est en fait une victoire pour la cause de la liberté, de la démocratie et du progrès, non seulement au Maroc, mais aussi pour la nation arabe et même pour le Monde. Cette victoire honore l'image de notre patrie en face des autres nations, d'autant que rares sont les pays du Tiers-monde qui ont réussi à obtenir ce que nous avons obtenu.

Il y a ensuite la levée de décision administrative de suspension prise à l'encontre de ce qu'on appelait la branche de Rabat de l'UNFP, qui s'est récemment transformée en parti légal sous le nom d'Union Socialiste des Forces Populaires. Ce parti a commencé son action légale et ouverte et prépare son congrès pour le mois de janvier prochain. Ceci est aussi une grande victoire que nous enregistrons avec enthousiasme et nous en félicitons à l'occasion tous nos frères de l'Union Socialiste des Forces Populaires.

D'autre part, un grand nombre de détenus politiques, qui souffraient dans les ténèbres des prisons ont été libérés. Certains d'entre-eux y étaient depuis un, deux ou trois ans, et d'autres depuis 1959 et 1960. En ce qui nous concerne, nous avons toujours demandé leur libération et nous luttons constamment dans ce sens.

De même, au mois de septembre dernier a eu lieu le congrès du parti de l'Istiqlal, et, tout récemment, celui de l'Union Nationale des Forces Populaires. Ces deux congrès sont des événements politiques importants qui ont permis à ces deux partis d'explicitier leur politique et de la faire connaître non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'étranger.

Par ailleurs, notre confrère « Al Mouharer » a repris ces derniers temps sa parution qu'il avait suspendue depuis quelques années. Ce retour renforce manifestement toute la presse nationale, école indispensable au peuple et arme puissante que les masses utilisent pour défendre leurs droits et les intérêts de la patrie.

A ce titre, il faut mentionner l'allègement de la censure que nous constatons depuis quelques semaines, au

point que tous les patriotes qui écrivent librement avec esprit de responsabilité peuvent exprimer leurs idées. C'est un progrès qu'on ne doit pas négliger. Nous le considérons comme un pas décisif vers la levée totale de la censure, qui avancera notre pays au rang des quelques pays du Tiers-monde qui respectent la liberté d'expression.

Dans ces nouvelles conditions - et la presse étrangère elle-même le reconnaît - notre pays vit une activité politique réelle menée par toutes les forces politiques nationales, dans toutes les régions du pays et surtout dans les villes. On la constate dans la presse, les rassemblements, les conférences, les contacts, les déplacements et dans la création de nouveaux partis. Cette activité succède au marasme politique dont a tant souffert le mouvement national et le mouvement progressiste marocain.

Et encore plus notable que tout cela, l'unanimité nationale s'est réalisée autour de la cause que nous considérons comme sacrée celle du recouvrement du Sahara Occidental Marocain, l'été dernier, et a pris corps dans l'action commune des forces politiques nationales marocaines et dans la coopération fructueuse entre l'opposition et le pouvoir.

Des succès de la volonté et de la combativité populaire

Mesdames et Messieurs,

Ces événements sont importants, très importants. Ce sont des succès éclatants. Nous ne pouvons que les enregistrer avec enthousiasme et fierté et aucun homme politique sérieux, aucun esprit sain ne peut nier leur profonde signification et leur impact sur l'évolution de la situation politique de notre pays.

Nous avons réussi à obtenir ces acquis précieux. C'est pourquoi l'intérêt de la patrie et du peuple nous obligent à les préserver comme la prunelle de nos yeux, à les consolider de toutes nos forces, à les élargir et à les rendre irréversibles.

Oui, nous reconnaissons ces changements et nous nous en réjouissons sincèrement. Mais ils ne nous surprennent pas car nous les avons toujours attendus et nous avons combattu pendant des années pour leur accomplissement.

Nous ne croyons pas que le pouvoir a changé et que, comme disent certains, c'était un pouvoir fasciste et sanguinaire qui est devenu un pouvoir libéral et tolérant. Nous considérons que le pouvoir est le même, qu'il demeure fidèle à son fondement et à sa philosophie ; seulement, la situation a évolué, les forces politiques ne sont pas restées passives, les nombreuses luttes accumulées des masses populaires, surtout celles de la classe ouvrière, ont commencé à porter leurs fruits.

Les événements positifs que nous avons vécus récemment et que nous vivons encore, n'ont pas surgi d'une simple volonté de changement apparue soudainement chez certains, mais résultent d'une profonde volonté populaire de changement, latente chez notre peuple depuis des dizaines d'années, afin de jouir de ses droits et d'améliorer ses conditions de vie à l'ombre de la liberté et de la prospérité. C'est cette volonté que le peuple marocain a exprimée à maintes reprises et en recourant à plusieurs moyens, qui s'est parfois teintée de colère, d'inquiétude, d'amertume et qui a donné lieu à des luttes et à des soubresauts.

En effet, il ne se passe pas un jour, depuis des années, sans une grève dans telle ou telle usine, pas une semaine sans un large mouvement de grève dans telle ou telle ville pas un mois sans que tout un secteur, que ce soient les mineurs, les ouvriers de la métallurgie, des textiles, les travailleurs du rail ou d'autres, soit engagé dans une grande bataille pour imposer la satisfaction de ses revendications légitimes, pour l'amélioration des conditions précaires de la classe ouvrière. On peut dire que les dernières années se sont distinguées des précédentes par les luttes continues que la classe ouvrière marocaine a livrées avec une combativité élevée, un esprit de responsabilité, dans l'organisation correcte et, bien entendu, avec des résultats croissants.

Les petits paysans, pour leur part, ont combattu durant ces dernières années. Ils ont affronté l'appareil de répression et leur sang a coulé dans la défense de leurs droits

bafoués, surtout à propos de la récupération des terres qui leur ont été arrachées dans le passé par les colons et les féodaux locaux.

Parallèlement à ces luttes ouvrières et paysannes, les étudiants ont, de leur côté, pendant ces dernières années, mené des durs combats dont certains ont eu des résultats positifs et d'autres des effets négatifs. Mais ces luttes ont prouvé que les étudiants ont atteint l'âge de la maturité, qu'ils ne sont pas satisfaits de leur situation et qu'ils aspirent à l'amélioration de leurs conditions et à l'instauration d'un enseignement national, démocratique et progressiste qui garantisse leur avenir et les rende aptes à servir leur patrie.

Toutes ces luttes, et d'autres n'ont été que l'expression de l'exigence générale dont les partis politiques et les organisations de masses se sont fait l'écho ces dernières années, malgré le marasme qu'ils ont connu.

Cette lutte générale n'a pas été évidemment sans sacrifices de la part des militants. Les sacrifices ont été lourds pour certains et ont conduit parfois à la privation de la liberté, comme ce fut le cas pour le Parti de la Libération et du Socialisme et ses dirigeants en 1968.

D'autre part, la vie et l'histoire s'opposent à l'immobilisme, la nécessité de l'évolution appelle au changement et les lois de la vie quotidienne et ses exigences obligent le pays à introduire quelques transformations.

Les progrès démocratiques dans le bassin méditerranéen

A côté de tout cela, viennent se placer les événements extérieurs récents qui ont fait pencher le rapport des forces en faveur des causes justes, des causes des peuples et qui ont eu un impact profond sur notre pays comme sur d'autres pays.

A ce chapitre, nous ne pouvons manquer de saluer avec joie et chaleur les succès importants que le peuple pales-

tinien frère a remportés après les durs combats qu'il mène depuis qu'il est privé de sa terre, de la terre de ses ancêtres. Ces luttes âpres, qui lui ont imposé les sacrifices les plus grands et les plus lourds lui ont permis en fin de compte d'arracher la reconnaissance internationale de son existence et de son entité et lui ont ouvert le chemin du recouvrement de ses droits nationaux sacrés, de la jouissance de sa liberté en toute souveraineté et dignité.

Au Portugal, un de nos proches voisins, le soulèvement de l'armée et de l'opposition démocratique, appuyé sur les masses démocratiques, a éliminé la dictature fasciste et a permis l'avènement d'une nouvelle ère de liberté, de démocratie et de progrès. Ce soulèvement, soutenu dans sa dynamique par la lutte héroïque des peuples des colonies portugaises a activé à son tour, par une action dialectique, la marche vers l'indépendance et le salut de la Guinée Bissau, du Mozambique et l'Angola.

En Grèce, l'éclatement de la junte militaire fasciste a été suivi par le retour des forces patriotiques et progressistes à l'activité normale et a montré une nouvelle fois que l'impérialisme, malgré ses manoeuvres, ses agressions et sa nuisance ne peut pas étouffer la volonté de libération des peuples. C'est la leçon qu'on reçoit les Etats-Unis en Grèce en Indochine et dans d'autres pays encore dominés ou qui l'ont été.

Et il y a encore tout ce qui boue en Ethiopie, en Espagne, en Italie, en France même, et en général dans l'ensemble de la région où se trouve notre pays.

Il est évident que ces événements ont eu des incidences sur le Maroc et qu'ils ont influé sur lui de la même manière que ce qui se passe au Maroc se répercute sur ses voisins et sur tous les pays de notre zone.

II - IL EST NECESSAIRE ET POSSIBLE D'ALLER DE L'AVANT

Les transformations que nous avons vécues et que nous vivons sont donc la résultante de tous ces facteurs et de tous ces éléments et non pas le fait d'un individu ou d'une organisation. Elles sont dues principalement à l'action et aux sacrifices du peuple marocain, avec à sa tête la classe ouvrière.

Nous tenons à le souligner pour montrer que c'est le peuple qui est à l'origine des transformations, que c'est lui qui édifie son avenir et forge son histoire. Et nous insistons là-dessus parce que nous aspirons à construire notre avenir que nous voulons un avenir de liberté, de dignité, de bonheur et de prospérité.

A cet égard, nous tenons à marquer la différence qui existe entre nous et les pessimistes défaitistes et les aventuristes. Les premiers prétendent que les conditions ne sont pas favorables à l'action, que les efforts sont vains qu'il n'y a rien à espérer et que nous n'avons qu'à attendre jusqu'à ce que s'accomplisse la volonté divine, oubliant ou ignorant délibérément que le Coran dit : « Dieu ne change les hommes que lorsqu'ils changent d'eux-mêmes ». Les aventuristes, de leur côté, se félicitent lorsque la crise s'approfondit et souhaitent qu'elle s'aggrave, croyant que la situation, au fur et à mesure qu'elle empire, se prête davantage à leurs menées. En d'autres termes, ils espèrent que le Maroc restera plongé dans ses problèmes jusqu'à ce qu'il sombre dans l'abîme, tel un fruit pourri qui tombe de l'arbre ; ils oublient seulement que personne ne profite d'un fruit pourri.

Mais nous, nous estimons qu'il nous est possible d'agir sur l'évolution, d'influer sur les événements et, jusqu'à un certain point, de leur imprimer l'orientation que nous voulons et que veut le peuple, servant ainsi les intérêts de la patrie et des masses. Ce qui s'est passé dans la période récente confirme cette appréciation.

Nous croyons que nous devons, chaque fois que cela est possible, atténuer les difficultés que connaît notre pays, soulager impérativement les douleurs du peuple, accomplir des progrès, si petits soient-ils, faire des pas en avant qui additionnés, nous feront franchir une distance qui peut être grande. Et, bien entendu, quand le moment sera favorable, quand les conditions seront remplies et que le succès sera assuré, nous n'hésiterons pas devant le bond en vue d'un changement qualitatif.

Ceci nous amène à une conclusion fondamentale et pratique : à partir de ce que notre pays a acquis récemment, surtout à propos de la question du Sahara Occidental Marocain, nous voulons qu'il se lance en avant, qu'il aille plus loin dans la solution de nos principaux problèmes nationaux.

En effet, personne ne peut nier que notre pays a vécu une crise profonde ni qu'elle subsiste à l'heure présente, après avoir atteint des paroxysmes sous des formes diverses et même dangereuses, comme ce qui s'est passé le 23 mars 1965, le 10 juillet 1971, le 16 août 1972 et le 3 mars 1973. L'origine de cette crise est indiscutablement dans la contradiction essentielle entre la politique générale appliquée dans le pays depuis l'indépendance et les intérêts supérieurs de la patrie et les aspirations des masses populaires.

Lorsque le peuple marocain a engagé la bataille de la libération et a anéanti la domination étrangère, il avait en vue une indépendance réelle et complète. Mais l'indépendance est restée infirme et boiteuse :

- alors que le peuple aspirait à la libération totale de son territoire national, celui-ci est resté, jusqu'à nos jours, mutilé au Nord, au Sud et à l'Est ;
- alors que les paysans aspiraient à la terre, surtout celle qui leur a été spoliée par les colons et les féodaux à l'époque de la domination coloniale, la réforme agraire ne s'est pas réalisée et les terres qui étaient entre les mains des colons étrangers sont passées entre celles de colons locaux et les féodaux ont continué de jouir de ce qu'ils avaient usurpé par la force ;

- alors que les ouvriers espéraient garantir leur droit au travail et à la dignité, pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, ils ont vu partout se répandre et s'élargir de façon terrifiante chaque année le chômage ;
- alors que les jeunes rêvaient d'apprendre, trois millions d'entre eux n'ont pas trouvé de bancs dans les écoles, lycées et facultés ;
- alors que les citoyens croyaient qu'il serait mis fin à la corruption qui existait du temps du protectorat, sa persistance au temps de l'indépendance les nargue et affaiblit le pays ; les détournements des deniers publics, les extorsions, le pourrissement de l'administration se sont aggravés ;
- alors que le peuple aspirait à une vie parlementaire et à des méthodes démocratiques, il a été totalement tenu à l'écart du pouvoir ; il a connu des élections falsifiées, des méthodes réactionnaires de gestion des affaires publiques, l'oppression, la répression et les tragédies.

En un mot l'orientation générale qui a prévalu depuis l'indépendance est à l'origine de la crise qui a nui et qui continue de nuire à notre pays à tous les niveaux. Et il est clair que pour surmonter cette crise, il faut abolir cette orientation.

Nous insistons sur la nécessité d'extirper la racine du mal, car les améliorations superficielles et les changements partiels ne servent à rien. Cela ressemble à un bâtiment sans fondation solide, qui branle après quelque temps et que les petites réparations ne peuvent sauver de l'effondrement. La seule solution est de le démolir et de rebâtir sur des bases durables un édifice grandiose et robuste. Cela ressemble aussi à un organisme atteint d'une maladie grave et profonde, comme le cancer, contre quoi les calmants et les narcotiques ne sont pas essentiels et font perdre un temps précieux et un argent fou, alors qu'en fait il faut intervenir chirurgicalement pour extirper et éliminer le mal jusqu'à ce que la santé soit rétablie et que le corps puisse reprendre vie.

Tout ceci s'applique parfaitement à notre situation parce que la politique qui nous a conduits à l'état actuel des choses ne doit pas être seulement amendée. Elle doit être complètement rejetée et remplacée par une nouvelle politique. Si nous ne tracions pas cette politique avec courage et audace, si nous ne nous résolvions pas à l'appliquer honnêtement, si nous hésitons, la situation ne s'améliorera pas et restera telle quelle, elle empirerait même avec tout ce que cela comporte de dangers pour l'avenir de la patrie et du peuple.

III - PROGRAMME IMMEDIAT POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE

Mesdames et Messieurs,

Notre pays se trouve à une croisée de chemins. Ou bien nous poursuivons sur la voie suivie jusque là, et, dans ce cas, nous courons à l'abîme, à une grande catastrophe, ou bien nous prenons la voie nouvelle qui ouvre devant nous des horizons radieux et qui nous mène au but voulu. Et nous ne surprendrons personne si nous disons que nous, dans le Parti du Progrès et du Socialisme nous avons choisi la deuxième direction et que nous sommes prêts à nous y engager d'un pays sûr et rapide.

Notre pays ne doit pas hésiter devant le choix. Il ne doit pas attendre plus longtemps, perdre davantage de temps, car le temps ne pardonne pas et nous sommes au siècle de la vitesse. La négligence nous ferait rater le coche et, en fin de compte, nous serions perdants au moment où les autres progressent, édifient et réussissent.

N'oublions pas un seul instant ce qui se passe près de nous : l'Algérie soeur a commencé à édifier une société nouvelle, à renforcer son économie, à s'industrialiser sur une large échelle et à progresser au point de lever une force avec laquelle il faut compter dans la région et dans le Tiers-monde, une force qui a obligé les Etats capitalistes, y compris les Etats-Unis, à coopérer avec elle et à compter sur elle. Nous nous réjouissons sincèrement des progrès de notre soeur voisine, mais nous ne pouvons pas nous permettre, quand nous la voyons aller de l'avant à cette allure, d'être négligeants, retardataires ou de ne pas agir avec sérieux et acharnement pour garantir aussi à notre pays des progrès rapides qui assureront une évolution harmonieuse de nos deux pays.

D'autre part, une politique nouvelle et libérée doit être rapidement adoptée parce que le monde capitaliste s'installe dans une crise profonde et que notre pays est lié

malgré lui à ce monde. Cette crise perturbera notre vie et notre évolution si nous ne prenons pas tout de suite des mesures adéquates. Bien sûr, notre peuple endure déjà plusieurs maux de cette crise, en particulier l'inflation monétaire, mais nous pouvons assurer que ce que nous avons enduré et que nous endurons encore est limité par rapport à ce que nous risquons de subir si nous ne nous décidons pas à prémunir notre pays des conséquences du bouleversement de l'économie du monde capitaliste.

Quelle est donc cette nouvelle politique qu'il nous faut adopter et quelles sont les tâches qui nous attendent ?

De nombreux problèmes fondamentaux se posent à notre pays. Tous exigent des solutions urgentes. Mais nous serions irréalistes, utopiques et démagogiques si nous prétendions qu'il est possible de résoudre tous les problèmes à la fois et en peu de temps. Nous devons donc établir une sorte de calendrier donnant la priorité à certains problèmes fondamentaux ou, autrement dit, dresser un plan d'urgence en précisant comment le réaliser.

Le Sahara Occidental Marocain cause nationale prioritaire

En tête de ces questions nationales, nous, membres du Parti du Progrès et du Socialisme, plaçons le Sahara Occidental Marocain spolié.

Pourquoi ? Parce que nous considérons que c'est une question de souveraineté, de liberté et de dignité. Parce que nous savons que toute patrie, quelle qu'elle soit, ne peut vivre sans souveraineté si elle ne veut pas renoncer à sa voix, à son prestige, sa place à tenir dans le monde, comme un peuple privé de liberté est voué au malheur, à l'oppression et à l'humiliation. Et sans dignité tout pays est en butte au mépris. Ces raisons font que nous sommes jaloux de notre souveraineté, de notre liberté et de notre dignité que nous n'imaginons pas de vivre sans elles, que nous ne mettons rien au dessus d'elles. C'est pourquoi, aujourd'hui comme depuis des an-

nées et des années, nous plaçons en tête de nos préoccupations le Sahara Occidental Marocain occupé par le féroce colonialisme espagnol.

Le Sahara est une question de vie ou de mort pour l'avenir de notre patrie. Ses terres immenses, qui s'étendent sur plus de 300.000 km² occupent une situation géographique privilégiée. En plus, son sous-sol recèle des trésors de ressources minières abondantes en phosphates, fer et pétrole et sa côte est très poissonneuse.

C'est une région marocaine par excellence, habitée par de purs Marocains, d'origine berbère et arabe comme nous, qui parlent notre langue qui ont la même religion, les mêmes traditions et la même histoire que nous. Perdre un jour cette région marocaine est inconcevable pour nous, après des siècles d'union indissociable avec notre pays. Et quand bien même cette région n'aurait aucune importance stratégique et géographique, quand bien même elle serait inhabitée et dépourvue nous n'aurions pas le droit de la négliger et de l'abandonner aux ennemis colonialistes ou à d'autres.

On a beaucoup parlé et écrit sur cette question dans la dernière période. Notre propos n'est pas d'ouvrir un débat de fond sur cette question, d'analyser le comportement de telle ou de telle force politique ou de présenter des critiques ou des félicitations. Ce qui se pose maintenant avec insistance, c'est de savoir ce qu'il faut faire pour libérer ces terres dans les plus brefs délais et les réintégrer au sein de la mère-patrie.

Tout le monde connaît les dernières péripéties de cette affaire. Certains comptaient sur l'amitié de l'Espagne franquiste, entretenaient des relations avec elle, observaient une trêve, se montraient conciliants ; cette même Espagne perfide a confirmé sa volonté ferme de détacher définitivement Saïyat Al Hamra et le Rio de Oro du Maroc et de constituer un Etat artificiel et fantôme sur ces territoires ; elle a même osé arrêter la date de ce qu'elle appelle le référendum pour l'autodétermination au mois de mai 1975. Simultanément, elle a lancé une vaste campagne internationale pour tromper l'opinion publique mondiale. Si ce plan colonialiste machiavélique venait à réussir, il mettrait en péril l'indépendance de notre pays, la souveraineté de notre nation, la sécurité de notre peu-

ple. Ce prétendu Etat deviendrait un foyer d'instabilité dans la région, avec tout ce que cela implique de perturbation pour la paix mondiale.

Il est du devoir de notre patrie d'entreprendre tout ce dont elle est capable et de recourir à tous les moyens dont elle dispose pour mettre en échec ce plan colonialiste criminel et infernal. En fait, le pays s'est montré résolu à accomplir son devoir.

D'où l'idée de recourir à la Cour Internationale de Justice de La Haye pour qu'elle donne son avis sur la question, les colonialistes franquistes prétendant que ce territoire était « terra nullius » qu'il n'était soumis à aucune autorité et, qu'en l'occupant, ils en sont devenus les premiers possesseurs. Le gouvernement marocain a pris cette initiative et l'a présentée à l'Organisation des Nations Unies, qu'il a poussée à prendre, à la majorité écrasante, la décision de soumettre la question à la Cour Internationale de Justice. Ce succès diplomatique n'est pas négligeable.

De notre côté, en tant que parti patriotique, nous avons appuyé l'initiative officielle et nous avons contribué avec dévouement à son succès. Mais nous la considérons comme une simple tactique pour réaffirmer la marocanité de notre Sahara Occidental, pour dissuader l'Espagne d'organiser son prétendu référendum, en attendant que la Cour International de Justice donne son avis, et pour gagner le temps qu'il nous faut pour nous préparer à faire face à toute éventualité.

Notre réserve nous est inspirée par la nature même de la Cour Internationale de Justice : cette Cour est seulement consultative, elle donne un avis juridique et non politique sur les questions qu'on lui soumet, un avis qui peut être accepté ou refusé. D'autre part, malgré la solidité du dossier marocain, qui ne souffre aucune discussion sur le caractère purement marocain de Saïyat Al Hamra et du Rio de Oro, nous n'avons aucune garantie d'impartialité de cette Cour Internationale, d'autant que ses juges sont en majorité occidentaux et que certains sont influencés par le sionisme. Nous devons donc présenter à cette Cour le plus solide dossier possible et le défendre avec foi et intelligence. Nous n'attendons cependant aucune justice de cette institution bourgeoise et

nous ne devons pas compter sur elle. Par contre, nous devons mettre à profit le répit qu'elle nous donne pour compléter notre préparation en vue de la bataille décisive.

Elargir le cadre de la lutte

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, sur nos forces et sur l'amitié de nos alliés fidèles, et à leur tête les Etats socialistes.

Nous devons élargir le cadre des luttes, sur le territoire occupé, que livrent déjà nos frères sahraouis sous diverses formes. Il nous faut leur apporter toute l'aide possible et surtout ouvrir aux volontaires l'accès aux territoires occupés et faciliter l'accomplissement de leur devoir sacré. En liaison avec cette action directe, décisive, n'hésitons pas, si les conditions le dictent, à utiliser l'armée. Notre armée est connue pour son courage et sa bravoure, elle est aguerrie et sa renommée est mondiale. Elle a prouvé que sa valeur est de la classe des meilleures armées comme l'a confirmé l'héroïsme de nos soldats et officiers dans les batailles du Golan et du Sinaï. Notre armée est prête à laver l'opprobre de notre front et à libérer nos terres du colonialisme féroce.

Nous sommes tout à fait fondés d'utiliser l'armée parce que le Sahara Occidental Marocain est une question nationale, une question de libération du sol occupé par des spoliateurs étrangers et non pas une question d'occupation par nous d'un territoire qui nous serait étranger.

Si l'Espagne recourait à la force pour riposter à notre intervention armée, nul doute que son comportement serait condamné par les plus larges couches populaires espagnoles et à leur tête le Parti Communiste d'Espagne qui se solidarise avec nous et nous soutient ; une vaste campagne de protestation ne manquerait pas d'être déclenchée avec la contribution des milieux anti-impérialistes, des forces démocratiques et progressistes, des mouvements de libération et de tous les hommes épris de liberté et de justice.

Il nous faudra ensuite préparer sérieusement la mobi-

lisation de notre jeunesse pour qu'elle soit apte à contribuer à la bataille de la libération et prête à se consacrer à ces terres quand elles seront rattachées à la patrie libérée.

Une mobilisation réelle et massive de tout le pays est indispensable sur le plan moral et politique, pour qu'il se dévoue tout entier au Sahara, qu'il mette toutes ses énergies, toutes ses forces, tous les citoyens de toutes les régions au service de la bataille de la récupération de notre Sud spolié.

Nous avons vu que c'est un devoir de donner la priorité à tout ce qui touche au Sahara qui est la question urgente, vitale, première.

Si nous prenons ces mesures, nous ferons certainement échec aux manoeuvres de certains Etats, de certains amis, et même de certains frères voisins, nous réfuterons les « solutions » défaitistes comme les solutions séparatistes, doivent être fournies aux paysans pauvres qui les que préconisent et dont veulent nous convaincre certains milieux étrangers.

Pour ce qui est des frontières entre nous et nos frères mauritaniens, nous ne voyons aucune raison de ne pas négocier avec eux, après la libération de nos terres et la reconnaissance de notre souveraineté, pour délimiter les frontières et même, si possible, pour nous mettre d'accord sur certaines modifications. Mais nous ne pouvons accepter, maintenant que nous sommes engagés dans la bataille, de faire la moindre concession à qui que ce soit à propos de terres qui sont nôtres.

Notre attitude envers la Mauritanie

Puisqu'il est question de nos frères mauritaniens, rappelons que la question pendante entre eux et nous est de vaincre la séparation que nous a imposée le colonialisme excécré et que ni l'histoire, ni la nature, ni la langue, ni l'économie, ni aucun facteur constitutif de la nation ne justifie. Nous devons oeuvrer avec acharnement

avec nos frères mauritaniens pour resserrer le rapprochement entre eux et nous pour résoudre les problèmes artificiels qui nous séparent et que notre ennemi commun a créés. Nous devons adopter à leur égard une politique de coopération sincère et fructueuse dans tous les domaines, spécialement économiques, financiers, culturels et techniques. Nos possibilités étant plus grandes que les leurs, nous devons leur apporter toute l'aide qui leur manque, autant que faire se peut. Il est souhaitable que, dès à présent, nous explorions les formes nouvelles des relations entre nous, en vue de la réunification complète et du rétablissement de l'entité séculaire que le colonialisme a tenté de ruiner au moment du partage colonial, puis lorsqu'il a occupé, et morcelé notre territoire et enfin lorsqu'il a détaché de nous le Sud mauritanien pour en faire un Etat maintenant indépendant et internationalement reconnu.

Réfléchir à ces projets d'unification est aujourd'hui indispensable. Le problème se pose et préoccupe non seulement les citoyens marocains, mais aussi nos frères mauritaniens et d'autres milieux dans les Etats voisins, que ce soit pour la soutenir ou pour la combattre.

Le Maroc réussira dans ces projets de réunification s'il s'oppose à l'impérialisme et au néo-colonialisme, sans restriction, car il nous est impossible de gagner nos frères mauritaniens si nous ne leur présentons pas la preuve irréfutable que nous aspirons sérieusement à nous débarrasser de toutes les formes de domination impérialiste, à effacer toute trace de l'influence des monopoles financiers étrangers, à réaliser notre indépendance économique, à adopter une politique de justice sociale, à mener une politique étrangère avancée et libérée. Si le Maroc prend cette orientation progressiste, il deviendra attractif pour nos frères mauritaniens et, alors, il sera facile non seulement de nouer des relations avec eux, mais aussi de parvenir au rapprochement. Les conditions pour une forme d'union entre nos deux pays seront alors mûres et pourra s'ouvrir l'étape vers l'intégration totale et la reconstitution de la nation maroco-mauritanienne, comme c'était le cas au début du siècle et en mieux.

La question mauritanienne se trouve donc liée à la question saharienne et toutes deux sont fondamentales à nos yeux.

Pierre angulaire du front national

Le problème du Sahara n'est pas l'apanage d'un individu, d'une classe ou d'une couche sociale. Il concerne tous les citoyens, quelle que soit leur origine sociale ou leur tendance politique ou idéologique, à l'exception de quelques éléments qui se comptent sur le bout des doigts et qui se sont exclus de la nation marocaine. A cet égard, nous avons enregistré avec satisfaction le discours de Sa Majesté du mois de juillet dernier, au cours duquel il a lancé le mot d'ordre de la libération du Sahara Occidental Marocain. C'est pourquoi, lorsque nous avons été invités, au même titre que les autres partis nationaux, à coopérer avec le pouvoir dans ce domaine, nous n'avons pas hésité une seconde, nous avons répondu à l'appel du devoir national, nous avons contribué de toutes nos forces à la campagne internationale d'explication, nous avons accompli les missions dont nous avons été chargés dans les Etats socialistes et à l'Organisation des Nations Unies et nous sommes encore disponibles pour tout ce qui peut encore contribuer, de près ou de loin, à la libération de notre Sahara.

Dire que le Sahara concerne la nation marocaine dans son ensemble entraîne la nécessité de l'union de toutes les forces nationales, de tous les citoyens sans distinction et sans exception. Aussi nous permettons-nous, à l'occasion de ce rassemblement, d'adresser une nouvelle fois notre appel ardent à tous les patriotes, à tous les partis nationaux et progressistes pour constituer le front anti-colonialiste et anti-impérialiste nécessaire à la libération du Sahara Occidental Marocain, de Sebta, de Melilla, des îles Zaffarines, à l'achèvement de l'unité territoriale du pays, pour mobiliser tout le peuple dans la bataille, pour organiser la lutte armée ou autre en territoire occupé et pour poursuivre la campagne d'explication au niveau international. La constitution de ce front sera un pas décisif vers la libération de notre Sahara.

Nous ne pensons pas que les patriotes épris de liberté hésitent à répondre à notre appel, eux qui ont vécu la bataille de la libération nationale qui s'est achevée avec l'indépendance en 1955 et qui savent que l'union nationale

a été la condition essentielle du salut du pays, a renforcé, élargi et fait avancer la lutte du peuple marocain, avec à sa tête la classe ouvrière.

Nous lançons évidemment cet appel aux dirigeants des partis nationaux et des organisations de masse dont le rôle est prépondérant dans le domaine de l'action politique. Nous l'adressons également à tous les militants de ces partis et organisations pour qu'ils jouent leur rôle et influent sur leurs dirigeants. De même, nous l'adressons directement aux masses populaires, persuadés que leur volonté d'union, si elle se manifestait, stimulerait les dirigeants et les inciterait à constituer ce front que nous espérons voir en place avant la prochaine commémoration du 11 Janvier.

Les grands problèmes nationaux de l'heure

Mesdames et Messieurs,

Le Parti du Progrès et du Socialisme estime que la question du Sahara est suffisamment mûre et suffisamment engagée dans l'étape de la solution définitive grâce à l'unanimité nationale et à l'action commune. Le Sahara a été le mobile d'un mouvement impétueux qui prendra encore plus de poids après sa solution et aidera à résoudre d'autres problèmes essentiels dont souffre le pays et qui affectent les différentes couches et classes sociales. Pour cela, et à la lumière de la stratégie que nous avons tracée au début, nous estimons indispensable que le pays poursuive sans relâche son action pour libérer le Sahara et résoudre les autres problèmes.

Ainsi se pose la libération de l'économie marocaine des griffes des monopoles financiers étrangers. Ce problème ne concerne pas que la classe ouvrière ; il intéresse toutes les classes, à l'exception des bourgeois parasites qui dilapident les richesses du pays et s'enrichissent grâce à leur complicité avec ceux qui sucent le sang de la classe ouvrière et du peuple marocain. Tous doivent contribuer à résoudre ce problème national.

Vient ensuite le problème de la remise des terres aux paysans pauvres ou sans terre. Ce problème n'est pas seulement celui de la paysannerie pauvre. Il touche aussi la grande, la moyenne et la petite bourgeoisie, car la distribution des terres aux paysans donnerait une impulsion à toute l'économie et profiterait à d'autres classes sociales que la paysannerie.

La généralisation de l'enseignement regarde tous les Marocains et toutes les couches sociales qui, toutes, ont besoin de cadres. Tout un chacun souhaite que le Maroc sorte de l'ignorance et du sous-développement culturel. C'est donc encore une question nationale.

Nous pourrions multiplier encore ces exemples, mais ce que nous voulons faire comprendre, c'est que l'orientation qui nous a valu quelques succès dans la question du Sahara et nous conduira inéluctablement au succès doit être maintenue jusqu'à ce qu'elle résolve tous les problèmes fondamentaux généraux.

En tant que Parti patriotique révolutionnaire qui appuie ses analyses sur la doctrine du socialisme scientifique, nous avons, bien entendu un programme complet et exhaustif pour l'étape actuelle de la révolution nationale démocratique, comme nous en avons un pour l'étape suivante, celle du socialisme.

Nous exposons les points du programme de l'étape actuelle hebdomadairement dans le journal « Al-Bayane », en arabe et en français, et nous en avons présenté les têtes de chapitres à la conférence de presse du mois d'août à l'hôtel de la Tour Hassan de Rabat, à l'occasion de la reconnaissance légale de notre Parti. Ce soir, nous ne nous proposons pas de vous exposer ou de vous rappeler ce programme, mais plutôt de cerner les problèmes urgents qui exigent des solutions immédiates et sur lesquels les appréciations des partis se rejoignent ou se rapprochent, et qui, donc offrent une possibilité d'unité d'action en même temps qu'ils nécessitent cette unité d'action pour être résolus et surmontés.

Nous limiterons à cinq ces problèmes :

1. La question économique.
2. La question agraire,

- 3 La question sociale,
- 4 Les institutions,
- 5 La politique étrangère,

La question économique

Le pays a grand besoin de donner à l'économie une impulsion rapide et cohérente, selon un plan précis et des méthodes scientifiques et rationnelles. Il est indispensable de mettre fin à la domination des monopoles étrangers imposée sous le protectorat sur certains secteurs de l'économie marocaine, dont nous n'avons pas encore pu nous débarrasser et qui nous a réduits à nous débattre dans le sous-développement et la misère.

Le développement rapide est inconcevable si nous ne prenons pas le contrôle de notre économie et si nous n'en devenons pas les maîtres incontestés. Il implique la nationalisation des secteurs vitaux que détiennent les étrangers. L'élargissement du secteur public, seul l'Etat étant capable d'entreprendre les investissements considérables nécessaires. Cela ne veut pas dire qu'il faille combattre ou délaisser le secteur privé : nous respectons le secteur privé productif et nous jugeons utile de l'encourager et de l'aider pour qu'il contribue à l'exploitation des richesses nationales, à l'enrichissement du pays, à la suppression du chômage et à la prospérité.

Parmi les secteurs à nationaliser au plus tôt, citons les banques, les compagnies d'assurance, le commerce extérieur et les mines.

Il ne saurait y avoir de développement rapide sans mise en valeur des ressources immenses que recèlent le sous-sol, la terre et les côtes septentrionales et occidentales. Cette mise en valeur exige que les matières premières soient transformées sur place au lieu d'être exportées pour nous revenir sous forme de marchandises.

Il est impérieux de concentrer les efforts sur l'industrie et, en premier lieu sur la sidérurgie dont notre pays ne peut plus se passer. Nous continuons d'importer du fer quand nous disposons d'assez de matières premières pour créer cette industrie, à l'instar de l'Algérie sœur qui a pu

industrialiser et se développer dans des conditions comparables !

Nous devons aussi créer l'industrie chimique dont nous avons besoin en comptant essentiellement sur les phosphates, mettre en valeur les schistes bitumineux que nous avons découverts dans notre territoire et en extraire les divers produits.

Ainsi l'économie marocaine qui est encore précaire pourra connaître un développement rapide, nous pourrions éliminer le chômage, améliorer la condition sociale de la classe ouvrière et du peuple, sortir du sous-développement, consolider l'indépendance du Maroc, car, sans économie évoluée, développée et indépendante, aucun pays ne peut jouir parfaitement de son indépendance politique.

Nous devons attirer l'attention sur l'état critique de notre économie, en liaison avec l'aggravation de la crise économique du monde capitaliste qui risque de s'aggraver l'année prochaine. Les prix ont beaucoup augmenté dans le monde capitaliste. A l'importation, le Maroc paye pour le blé les oléagineux, le sucre, le thé, le pétrole, les machines etc... deux, trois ou quatre fois le prix des années précédentes.

Jusqu'ici, grâce à la hausse des prix des phosphates, l'Etat a pu alimenter la caisse de compensation et retenir ainsi jusqu'à un certain degré, la hausse galopante des prix des denrées alimentaires. Mais nous nous demandons si l'Etat pourra offrir à la caisse de compensation ce dont elle aura besoin l'année prochaine (nous y sommes presque) soit 300 milliards de centimes. Pourra-t-il financer en même temps le budget d'équipement en dépit des difficultés de prêt qu'opposent les cercles financiers internationaux ?

Nous devons donc faire face sérieusement aux retombées de l'aggravation de la situation économique du monde capitaliste et nous efforcer résolument de les éliminer, avant tout en nous attaquant fermement à l'inflation monétaire qui marque notre situation économique et dont le taux est estimé à 16 pour cent, un des plus élevés des Etats capitalistes !

- Le contrôle juste des prix, qui ne s'en prene pas aux petits commerçants, mais aux véritables responsables des hausses illicites des denrées alimentaires et des services.
- La condamnation des spéculateurs qui font disparaître des produits du marché pour provoquer la hausse des prix, des intermédiaires parasites et inutiles.
- L'institution d'un système fiscal démocratique qui frappe les riches et exonère les pauvres.
- La taxation des produits de luxe afin que les riches payent cher le prix des marchandises qu'ils font importer et dont le pays n'a nul besoin.
- L'arrêt des dépenses improductives, combien nombreuses et importantes chez nous, et l'imputation de ces économies à des investissements productifs.

Ces mesures nous permettront de contrôler et de maîtriser l'inflation monétaire de nous protéger de la hausse des prix des denrées alimentaires comme le sucre, l'huile, le blé que certains milieux envisagent et à laquelle notre Parti s'oppose à tout prix, soucieux qu'il est de défendre les intérêts du peuple, de sauvegarder et d'améliorer son niveau de vie.

Il est bien entendu que ces mesures signifient l'abandon des méthodes du libéralisme et de l'anarchie économique qui ont cours depuis l'indépendance et qui nous ont conduits à cette situation humiliante. Ces méthodes qui ne profitent qu'aux exploités, aux gros capitalistes et aux parasites, doivent être remplacées par le système économique dirigiste et planifié qui a confirmé sa justesse et fait ses preuves dans tous les pays qui l'ont adopté, c'est-à-dire les Etats socialistes qui en peu de temps, sont sortis du sous-développement, se sont industrialisés, développés, modernisés et ont donné la prospérité, le bonheur et la justice à leurs peuples.

La question agraire

En tête des tâches de l'étape actuelle, nous mettons la question de la réalisation dans les plus brefs délais d'une réforme agraire radicale que les paysans pauvres revendiquent depuis des dizaines d'années et que réclament les partis nationaux et surtout le parti de l'avant-garde de la classe ouvrière depuis l'indépendance. Les promesses à ce sujet sont restées lettres mortes et c'est pourquoi l'agriculture marocaine est restée sous-développée, sa production très réduite au point que la moyenne annuelle n'atteint pas dix quintaux à l'hectare pour les céréales, au moment où l'on parle de 17 quintaux et même de 20 quintaux à l'hectare.

Cette réforme agraire signifie la remise de la terre à ceux qui la travaillent (les petits paysans) et ceux qui n'en possèdent pas un empan. Les terres récupérées des colons ne doivent pas rester entre les mains de l'Etat, des riches des commerçants, des industriels, des hauts fonctionnaires, des propriétaires absentéistes qui n'ont aucune relation avec la terre et n'y ont jamais mis les doigts. Ces terres qui étaient, avant et au début du protectorat, la propriété de familles pauvres, doivent leur être restituées, ainsi que d'autres : celles des féodaux, de l'Etat et des habbous. Les unités agricoles gérées d'une façon moderne à forte productivité, doivent être maintenues, tout en garantissant leur propriété aux paysans pauvres et aux ouvriers agricoles pour ne pas priver le pays de leur rentabilité et de leur productivité. Ceci peut être obtenu grâce aux coopératives qui ne doivent pas être imposées aux paysans par des méthodes administratives et contraignantes. Il s'agit plutôt de leur expliquer l'importance l'intérêt le bénéfice de se joindre aux coopératives, c'est-à-dire les convaincre de s'entraider, de s'assembler et de travailler la terre en commun en vue de garantir leurs intérêts et leur avenir.

Il ne suffit pas de distribuer les terres aux petits paysans. Encore faut-il leur apporter l'aide multiforme, telle que les crédits à long et moyen terme dont ne jouissent maintenant que les paysans riches les semences sélectionnées qui sont un facteur de haute productivité, les engrais chimiques dont notre pays regorge, l'aide technique indispensable aux paysans pauvres qui ont vécu dans le sous-

développement pour qu'ils s'initient aux méthodes modernes, scientifiques et rationnelles qui garantissent les prévisions.

Après leur dur labeur, les paysans qui ont versé leur sueur et parfois leur sang, doivent pouvoir en récolter les fruits : il faut leur garantir des prix convenables, ce qui implique l'élimination des spéculateurs et des intermédiaires qui s'enrichissent sur le dos des pauvres.

Mesdames et Messieurs,

Ce sont-là les grandes lignes de la réforme agraire que nous considérons comme une question nationale urgente qui ne souffre aucun ajournement et qu'il faut donc réaliser immédiatement. Cependant, en raison de la sécheresse continuelle, des mesures immédiates doivent être prises à la campagne où les paysans sont très éprouvés.

Nous savons tous qu'il n'a pas encore plu, alors que nous sommes à fin du mois de décembre et que les pluies commencent généralement au mois d'octobre permettant aux paysans pauvres de labourer après les chutes. Cette sécheresse peut conduire à une véritable catastrophe l'année prochaine, si les autorités ne prennent pas les dispositions et précautions indispensables, avec audace et sérieux, dès à présent.

Il faut d'abord entreprendre les labours de toutes les terres des paysans pauvres au lieu de les laisser attendre la pluie. Tous les tracteurs, où qu'ils se trouvent, à qui qu'ils appartiennent doivent être mobilisés ; les semences suffisantes doivent être fournies aux paysans pauvres ont déjà commencé à vendre leur grain ou même à le consommer poussés par le dénuement. Il faut aussi trouver les fourrages pour ne pas perdre encore du bétail par manque d'herbe.

Sans réforme agraire, sans politique agricole stable, sans prévoyance, l'agriculture marocaine est en crise, notre production est restée stagnante tandis que la population augmente chaque année et notre pays, autrefois exportateur de blé, et de viande, en importe maintenant. Cette année, par exemple, notre pays a dû importer des moutons de Bulgarie et d'Argentine pour l'Aïd Al Adha. Pressés par le temps et du fait de leur imprévoyance, les

autorités se sont vues obligées de les faire venir par avion, à raison de 140 dirhams par tête. Cette situation est décevante et alarmante. La politique suivie jusqu'à ce jour doit être abandonnée et remplacée par une nouvelle politique agraire, libérée, avancée, de nature à améliorer la condition des masses paysannes et la situation générale du pays.

Les questions sociales

Les masses travailleuses des villes retiennent aussi notre attention : leur situation s'est détériorée dans les dernières années, leur pouvoir d'achat s'amointrit chaque mois du fait de l'inflation monétaire et de la hausse continue du coût de la vie. Nous avons déjà dit comment maîtriser cette inflation, comment freiner la hausse des prix, comment garantir des prix convenables et conformes aux possibilités du peuple. Mais la situation des travailleurs attend encore d'autres mesures. Nous soutenons donc les syndicats ouvriers qui revendiquent l'augmentation générale des salaires de 30 pour cent la fixation du Salaire Minimum Interprofessionnel garanti à 500 DH., l'augmentation des allocations familiales sans limite du nombre d'enfants, des allocations de logement, de transport, etc...

Ces mesures ne peuvent attendre, mais on ne peut s'arrêter là. Il est indispensable de tracer une nouvelle politique sociale qui garantisse la répartition équitable entre tous les citoyens de la richesse nationale produite par le travail de la classe ouvrière et du peuple.

Nous devons engager dans ce sens une campagne vigoureuse contre le chômage qui blesse notre peuple. Les Marocains qui ont un travail régulier et stable sont bien moins nombreux que ceux qui n'ont pas un emploi qui leur assure le pain quotidien. Nous devons appliquer une politique qui garantisse le droit au travail à tous les Marocains. De toutes nos forces et de tous nos moyens, nous devons empêcher qu'aucun homme, qu'aucune femme ne soit sans travail, à la ville comme à la campagne. Nous devons en finir avec la tragédie de l'exploitation de la main-d'œuvre à l'étranger qui souffre dans les Etats occidentaux, de plusieurs formes d'exploitation et d'oppression.

Toutes les mesures doivent être prises pour qu'aucun village, aucune région de pays ne reste sans chantier de travail. Il faut ouvrir de nouvelles routes dans toutes les régions qui en sont privées pour que des milliers de citoyens ne restent pas isolés, poser des canaux et des égoutiers d'irrigation, boiser pour arrêter la progression du désert sur les terres fertiles et préserver les terres arables de l'érosion. Nous devons bâtir de nouveaux logements, des écoles, des hôpitaux, des dispensaires dans toutes les régions. Tous ces travaux sont possibles grâce à la mobilisation des masses, à l'utilisation des forces humaines considérables dont nous disposons et aux moyens matériels qui ne nous manquent pas. Ainsi et en liaison avec l'industrialisation dont nous avons déjà parlé, nous supprimerons le chômage, nous créerons de nouvelles richesses et nous accroîtrons la fortune du pays.

Un autre impératif est de combattre les maladies répandues dans le pays, garantir le droit à la santé à tous les Marocains.

La situation de la santé publique est déplorable par manque d'hôpitaux, de dispensaires, de lits, de médecins, d'infirmiers et de médicaments, parce que les malades, pour la plupart des pauvres, sont malmenés et à cause du mal dangereux qui ronge la société marocaine : la corruption aux proportions terrifiantes dans les milieux de la santé publique. Toute l'importance doit être accordée à ce secteur vital pour assurer une médecine convenable et gratuite à tous.

Il faut également combattre l'analphabétisme et garantir le droit de tous à l'enseignement. La situation dans ce domaine est connue pour être aussi lamentable. Parmi les jeunes de 7 à 15 ans, un tiers seulement ont une place à l'école et les deux autres tiers sont à la rue. Parmi les jeunes qui ont la chance d'entrer à l'école primaire, peu atteignent le secondaire et une infime minorité arrive au supérieur. En fin de compte, seule une petite poignée d'étudiants obtient des diplômes universitaires. Ajouter à cela que le niveau de notre enseignement baisse d'année en année.

Poursuivre l'enseignement dans cette voie maintiendrait notre pays sous-développé et dépendant des assistants et spécialistes étrangers qui nous coûtent très cher et qui appuient notre budget.

La question de l'enseignement requiert toute notre attention, car c'est une question nationale. Il doit répondre à notre réalité et au génie marocain, satisfaire les besoins du pays, être généralisé, unifié et arabisé ce qui ne nous dispense pas de donner leur importance aux langues berbères, partie indissociable de notre riche patrimoine national. Un enseignement de ce type nous permettra de donner au pays les cadres nécessaires et suffisants, d'éliminer le sous-développement culturel qui sévit chez nous, de nous sortir de l'ère de l'analphabétisme et de l'ignorance pour nous mener à celle de la lumière et du rayonnement de la culture nationale, en liaison avec le progrès de la pensée universelle.

La Marocaine, qui a connu une certaine évolution depuis l'indépendance et qui se distingue par une certaine conscience et une certaine maturité politique, continue de subir généralement une double exploitation à la maison ou dans le milieu familial et, lorsqu'elle travaille, dans les champs ou à l'usine. Le rôle de la femme est vital dans la société. Notre devoir national et humain nous impose d'engager une véritable campagne contre nos traditions arriérées, pour que la Marocaine puisse jouir de tous ses droits, vivre dignement, élever ses enfants, leur garantir une jeunesse heureuse et contribuer à la vie publique dans tous les domaines, à tous les niveaux et avec toutes ses possibilités.

La situation de notre jeunesse préoccupe tout citoyen soucieux de l'avenir du pays car la jeunesse marocaine traverse une période très difficile de son histoire.

Nos jeunes souffrent, à la ville et à la campagne, de l'insuffisance de l'enseignement, du manque d'emploi et d'encadrement et du laisser-aller. Ceci les pousse à un certain relâchement des mœurs et au vagabondage. Nous constatons que leur civisme a quelque peu commencé à faiblir, surtout dans certains milieux. Laisser notre jeunesse dans cet état, c'est la condamner à la perte, c'est condamner le pays à la stagnation et à l'arriération.

L'Etat doit donc tracer une politique pour notre jeunesse, en dehors de tout paternalisme, en les considérant comme des citoyens aux droits respectés par tous, en leur donnant confiance en eux-mêmes, en leur avenir,

dans leur peuple, dans leur patrie, en les aidant à approfondir leur conscience et à mûrir. Il faut aussi leur garantir l'enseignement, les débouchés au sortir des écoles et des facultés, le droit à l'organisation et à la participation aux associations culturelles, sportives et même politiques.

Il faut avant tout lever l'interdiction de l'UNEM décidée depuis deux ans et qui fut un coup porté non seulement aux étudiants, mais aussi à toute la jeunesse et à l'ensemble du pays.

Les institutions

Nous abordons maintenant la question vitale de la gestion des affaires du pays, si préoccupante pour toutes les classes et couches sociales et les organisations politiques.

Tout d'abord, il est de notre devoir de dire franchement que les méthodes suivies jusqu'à présent n'ont pas donné les résultats escomptés et n'ont pas aidé à l'évolution et au développement du pays. De même, nous devons affirmer, sans détours, que ces méthodes ne sont pas bonnes et qu'il est indispensable de les remplacer.

Notre pays a besoin d'institutions qui satisfassent les aspirations populaires à participer à la direction des affaires publiques. Pendant qu'il combattait la domination coloniale étrangère et qu'il conquérait l'indépendance, notre peuple luttait aussi en vue de diriger lui-même ses affaires, par l'intermédiaire de ses représentants élus.

Il faut mettre sur pied des institutions conformes aux besoins du pays, notamment ses besoins de développement, à l'esprit du siècle, et non pas des institutions archaïques et médiévales. Le pays a besoin d'institutions représentatives qui donnent au peuple l'exercice total de sa souveraineté, dans le respect des traditions nationales.

Quelles sont précisément ces institutions ?

A notre avis, le Maroc doit avoir une vie parlementaire qui doit se matérialiser dans un Parlement et des Assemblées régionales et locales.

blée nationale souveraine, une assemblée constituante et législative qui élabore la Constitution et les lois et dont la mission est de déterminer l'orientation politique dans tous les domaines, désigner le gouvernement, le contrôler, lui demander des comptes, le révoquer s'il ne respecte pas ses engagements et ne prouve pas sa compétence et sa capacité à exécuter la politique tracée. Cette assemblée nationale doit être véritablement élue au suffrage universel, direct et secret et à la proportionnelle intégrale. C'est dire que nous revendiquons la contribution de tous les citoyens, hommes et femmes à partir de 18 ans.

Sur le plan local, nous demandons l'élection d'Assemblées régionales qui dirigeront les affaires des provinces et l'élection d'assemblées municipales et communales qui présideront aux affaires des villes et des communes, au suffrage universel, direct, secret et à la proportionnelle intégrale. Ainsi les masses des villes et des compagnies seront véritablement représentées et il sera mis fin aux scandales, comme celui de la ville de Casablanca à la tête de laquelle un groupe qui prétend être élu et représenter deux millions d'habitants est imposé à notre capitale économique, est éloigné des soucis, des sentiments et des besoins des masses populaires, constitué qu'il est, dans sa grande majorité, de millionnaires et d'exploiteurs dont l'unique motivation est de s'enrichir davantage et de consolider leurs positions. Il faut donc à la tête de nos villes et communes des hommes connus pour leur honnêteté, leur droiture, leur compétence et leur fidélité à la question populaire et nationale. Si nous réussissions un jour à instituer ces Assemblées, nous aurons édifié une école qui aiderait grandement à parfaire la maturité des masses et nous aurions forgé un moyen de mobilisation et de stimulation des masses pour la justice sociale et la prospérité.

Ces institutions que nous proposons sont en mesure de garantir une vie représentative et démocratique véritable en permettant au peuple d'exercer sa souveraineté.

Ce chemin que nous préconisons est la seule voie praticable qui garantisse la stabilité aux citoyens et nous préserve des soubresauts et des coups d'Etat. Nous savons que la stabilité et la sécurité sont deux conditions essentielles à toute libération complète et à tout redressement.

La politique étrangère

Il nous reste un dernier point, aussi important : la politique étrangère.

Dans ce domaine, notre Parti réclame une politique étrangère indépendante et libérée, qui vise à renforcer l'indépendance et la souveraineté nationale et qui soit au service des intérêts supérieurs de la patrie et du peuple.

Cette politique doit sortir notre diplomatie de la routine qui l'écrase et la rendre dynamique, vivante et active, pour qu'elle puisse faire connaître notre pays sur la scène internationale, améliorer ses positions, s'honorer et donner des résultats concrets. D'autant que, à propos de la question du Sahara, notre diplomatie n'a pas été à la hauteur de son devoir national puisque l'opinion mondiale pendant des années est pratiquement restée dans l'ignorance du problème saharien marocain. Mettons fin à cette situation en donnant une nouvelle vie à notre diplomatie.

Nous ne concevons qu'une seule politique étrangère qui combatte l'impérialisme, le colonialisme et le sionisme et les forces réactionnaires mondiales et qui coopère avec les forces de libération, de progrès et de démocratie. Ardemment fidèles à notre indépendance, nous tenons à ce que notre pays entretienne des relations avec tous les pays du monde, qu'ils soient à l'Est ou à l'Ouest, à la seule condition qu'ils respectent notre souveraineté et notre liberté et qu'ils ne s'ingèrent pas dans nos affaires qui ne concernent que notre peuple, et personne à l'étranger.

Nous désirons coopérer avec tous les pays sur un pied d'égalité. Mais nous sommes bien entendu enclins à coopérer particulièrement avec les Etats amis qui ont toujours montré leur respect de notre indépendance, qui appuient notre lutte anti-impérialiste et anti-colonialiste et qui nous aident économiquement et socialement. Ce sont eux qui nous ont appuyés dernièrement dans notre bataille diplomatique pour la défense de la marocanité de notre Sahara Occidental. Nous faisons surtout allusion

aux Etats socialistes qui ont toujours été de notre côté et de celui des peuples anti-impérialistes, et à leur tête nous plaçons le grand Etat, l'Union Soviétique, notre amie fidèle et intime, l'alliée sûre et efficace de tous les peuples arabes.

Il est indispensable que notre politique étrangère soit particulièrement axée vers le monde arabe dont nous sommes une partie indissociable et au sein duquel nous avons un rôle important à jouer. Le dernier sommet arabe qui s'est tenu dans notre capitale, qui a été un succès et qui a servi la cause arabe et palestinienne concrètement, a prouvé que le Maroc dispose de possibilités énormes qu'il doit mettre au service de cette cause.

Notre politique étrangère doit également être axée vers les pays africains dont nous faisons partie et avec lesquels nous avons un intérêt certain à coopérer, quelles que soient les tendances au pouvoir.

Mais une autre question nous est très chère ; nous, partisans du progrès et du socialisme, la considérons comme une question nationale et vitale pour notre pays : c'est la question de la Palestine-soeur spoliée dont l'ennemi sioniste continue de dénier les droits du peuple. Nous avons toujours été sans réserve et inconditionnellement aux côtés du peuple palestinien dans sa lutte légitime. Nous le resterons, l'appuyant dans sa lutte jusqu'à ce qu'il recouvre ses droits nationaux sacrés, jouisse de la liberté, édifie son avenir comme il l'entend, sans aucune ingérence étrangère dans ses affaires.

Notre politique étrangère doit être au service de cette cause noble, la cause du peuple palestinien frère combattant avec la même fidélité qu'au service des autres causes nationales.

Voici en gros la politique étrangère pour laquelle nous luttons jusqu'à son adoption, servant ainsi les intérêts de la patrie et du peuple, et défendant les causes justes.

IV-COMMENT APPLIQUER LE PROGRAMME IMMEDIAT

Mesdames et Messieurs, Camarades,

J'ai essayé de vous exposer brièvement le programme immédiat que présente le Parti du Progrès et du Socialisme pour mettre fin à la crise dans laquelle se débat le pays, renforcer l'indépendance nationale, parachever l'unité territoriale du pays, assumer la défense des droits des ouvriers et de tous les travailleurs, élever leur niveau de vie, instaurer une politique démocratique et adopter une politique étrangère libérée.

Nous avons foi en ce programme immédiat, en son opportunité, sa justesse et son réalisme. Nous considérons que les conditions objectives et matérielles sont réunies pour sa mise en oeuvre. Et on peut dire que ce qui le marque, c'est qu'il se rencontre, dans ses lignes générales avec ceux des autres partis nationaux et progressistes et qu'il ne nous est pas spécial.

Il nous serait bien entendu possible de défendre notre programme exclusif auquel nous avons fait allusion au début et qui se distingue sur plusieurs points des autres programmes. Seulement, nous avons préféré recourir à qui nous rapproche des autres forces politiques, car notre but est de trouver des bases d'union, de travailler en commun, de se rassembler, de coordonner les efforts pour sortir le pays de la stagnation.

De toutes les façons nous présentons ce programme immédiat comme base de discussion à toutes les forces politiques anti-impérialistes du pays, espérant aboutir à un accord sur un programme commun et à l'action unitaire. Nous ne sommes pas comme les autres qui se permettent de dire que tout le monde doit se soumettre à leur optique et accepter leur programme et qu'en empruntant un chemin différent du leur on conduit le pays à la catastrophe. Pour notre part, nous exposons sincèrement un programme comme projet de discussion qui accepte des

apports, des amendements, des améliorations et nous faisons appel au dialogue constructif, prêts à accueillir toute idée positive qui nous aurait échappé.

Nous estimons fondamentale la question du programme et prioritaire son exposé, si l'on veut mener une action efficace qui ne doit pas être improvisée, mais élaborée sur des bases solides, qui ne doit pas changer le soir ce qui a été décidé le matin et être contradictoire, sans se soucier des efforts fournis, du désordre et des conséquences graves qui en découlent. Nous ne pouvons pas concevoir une action sérieuse et pondérée sans programme clair et précis dans ses points essentiels.

Les élections

Ici se pose une question : faut-il tracer un programme commun dès maintenant et essayer de le réaliser sans attendre ou faut-il commencer avec les élections, sonder la force, les idées et les plans de chaque parti, et seulement après coopérer pour établir un programme commun et le réaliser ? Nous allons essayer de répondre à cette question en toute clarté.

A cet égard, nous avons enregistré avec satisfaction la déclaration royale faite dernièrement devant la presse nationale et étrangère au cours de laquelle l'ouverture du nouveau parlement marocain a été annoncée pour le mois d'octobre 1975. Nous prenons acte avec joie de cette promesse parce qu'elle répond à l'aspiration profonde des masses populaires et qu'elle rejoint les revendications présentées depuis des années par les partis et surtout par notre Parti qui n'a jamais cessé de demander qu'on donne la parole au peuple.

Sur cet engagement royal, nous pouvons considérer que 1975 est une année d'élections : nous savons que, selon les clauses de la Constitution, le Parlement marocain est formé, dans ses deux tiers, par des élus directs et, dans son autre tiers, des représentants des organisations professionnelles et des assemblées locales. Avant cette date, il faut donc organiser les élections pour les Chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, les élections municipales et communales, puis les élections législatives.

Nous considérons que toutes ces élections ne conduiront pas au but souhaité et ne seront pas efficaces et réussies si elles ne se déroulent pas dans la liberté totale et si elles ressemblent aux « élections » que le pays a connues dans le passé. Chacun sait que le Maroc a vécu des expériences douloureuses dans ce domaine avec les tragédies des élections falsifiées qui ont imposé au peuple, surtout après 1963, des individus sans probité, sans compétence, sans conscience. Ces mascarades ont fait beaucoup de mal au peuple marocain et aux intérêts du pays, et surtout ont terni sa réputation.

Ce genre d'« élections » doit être définitivement banni de nos méthodes. Nous devons aller vers de véritables élections, libres et honnêtes, hors de toute pression des autorités et de toute ingérence, quelle qu'elle soit et qui permettent aux forces politiques d'exposer leurs idées et programmes et présenter leurs candidats, le peuple étant l'unique arbitre.

La participation de l'opposition au gouvernement

Pour garantir l'intégrité des élections, le chef de l'Etat a fait appel à la contribution des partis au gouvernement par l'intermédiaire de leurs représentants qui seront des ministres d'Etat sans portefeuille. De notre côté, nous considérons que la participation effective des partis nationaux au gouvernement est indispensable au contrôle des élections et à leur organisation sur des bases saines. Sinon, il n'y aura pas de garantie pour la liberté et l'intégrité des élections.

Reste à savoir si les représentants des partis nationaux vont se contenter de joindre le gouvernement actuel tel qu'il est ou s'il faut former un nouveau gouvernement avec la participation des partis. Nous avons un avis sur cette question et nous allons l'exprimer en toute franchise et responsabilité.

Joindre le gouvernement actuel ou l'élargir en ajoutant quatre ou cinq ministres d'Etat signifiera que la politique

actuelle restera inchangée, que l'orientation générale restera la même et que les représentants des partis se limiteront à l'entériner et à l'appuyer moralement et pratiquement puisqu'ils seront membres de ce gouvernement. Ceci ne sera pas et ne pourra pas être accepté par le peuple qui attend un changement radical et immédiat. En plus, quelles garanties ces ministres auront-ils, surtout qu'ils seront sans portefeuille ou autorité pour intervenir dans l'organisation des élections et veiller à leur liberté et leur intégrité ?

C'est ce qui nous pousse à dire que l'élargissement du gouvernement actuel aux représentants des partis est insuffisant et à revendiquer la formation d'un nouveau gouvernement qui sera la ligne de démarcation entre deux époques, le début d'une ère nouvelle. Ce gouvernement doit pouvoir redonner confiance aux masses populaires et les convaincre que les choses ont commencé à changer, que la situation s'améliore et qu'il y a une volonté ferme d'aller vers le progrès et de faire table rase du passé.

Nous estimons que seul ce gouvernement peut apporter des garanties suffisantes à des élections libres et honnêtes.

Un gouvernement de ce genre doit être unitaire, c'est-à-dire être constitué de représentants de toutes les forces nationales et progressistes sur un pied d'égalité, être formé sur la base d'un programme immédiat et précis. Nous avons, quant à nous, présenté le projet de programme qui peut servir de base de discussion pour se mettre d'accord sur ce qu'il faut faire et entreprendre.

Ce gouvernement doit immédiatement s'atteler à la tâche de supprimer la crise et résoudre les problèmes urgents, surtout que l'année 1975 va être une année difficile sur les plans économique et social en raison de la crise du monde capitaliste auquel nous sommes liés et en raison de la sécheresse qui sévit dans notre pays. Il sera peut-être indispensable de prendre des mesures qui risquent de ne pas être très populaires et seul un véritable gouvernement d'union nationale est capable de faire face à une situation aussi difficile, car ces mesures lui permettront de donner au peuple les droits qu'il mérite et les garanties dont il a besoin.

Tout ceci forme la réponse à la question posée ; Doit-on commencer par le programme et le gouvernement d'union ou par les élections ? Nous avons vu qu'il faut commencer par le début, c'est-à-dire tracer un programme immédiat commun sur la base de quoi serait constitué le gouvernement d'union et assaini le climat pour des élections véritables.

Il y a la question du délai : octobre 1975 a été officiellement fixé pour l'ouverture du Parlement. De notre côté, nous aspirons à la reprise de l'activité parlementaire au plus tôt. Nous soulignons ainsi la nécessité de donner très vite la parole au peuple. Mais s'il est préférable en convenable de retarder le délai ce n'est pas grave, car le but n'est pas l'ouverture du Parlement en 1975 et le commencement de son activité dans cette année, mais d'instituer un Parlement sain, né dans la liberté, la démocratie, l'intégrité, la représentativité. Ceci exige une préparation sérieuse et convenable. Et si cette préparation demande plus longtemps, il n'y a pas lieu de s'insurger car le peuple qui a attendu des années peut patienter encore un an ou deux pour assurer le succès de la nouvelle expérience.

La constitution immédiate du gouvernement de coalition nationale que nous demandons doit être suivie de l'amélioration du climat politique pour contribuer au succès des élections.

La liberté d'opinion

Nous pensons tout d'abord à la nécessité du respect absolu des libertés publiques, de l'élargissement maximum, afin que tous les citoyens jouissent de la liberté d'opinion, d'expression, de réunion et d'association, de même que nous pensons à la libération de tous les détenus politiques sans distinction et sans exception, au retour au pays des exilés politiques, à leurs retrouvailles avec leur famille.

A ce sujet, nous estimons indispensable de préciser certaines choses à propos des détenus politiques.

Nous nous solidarisons toujours avec ceux qui sont persécutés pour leurs opinions, parce que le citoyen est libre d'avoir ses opinions et d'adopter les principes qu'il veut.

Nous leur sommes solidaires à cause de leurs idées même si nous ne les partageons pas.

À propos des récentes arrestations dont tout le monde est au courant, nous réaffirmons de nouveau que nous sommes contre l'emprisonnement politique que nous sommes attachés à la défense de la liberté d'opinion, mais nous disons à certains, en toute franchise, que la liberté a des limites, qu'elle ne signifie pas le droit de dénigrer et d'injurier les autres, ni la trahison de la patrie, ni le sabotage de l'unité nationale lorsqu'elle se réalise autour de questions nationales fondamentales, comme celle de la libération du Sahara Occidental Marocain. Cette licence ne profite objectivement et pratiquement qu'aux ennemis impérialistes et colonialistes.

Au nom de la liberté d'opinion, nous croyons que tout citoyen a le droit de porter ses remarques qu'il veut de critiquer notre politique, de dire qu'elle est fautive, qu'elle n'est pas révolutionnaire ou progressiste et que notre attitude est opportuniste et réformiste. Seulement il est aussi de son devoir d'apporter la preuve de ce qu'il dit, s'il est honnête et de bonne foi. De notre part, nous avons le droit de répondre à ses critiques, de défendre nos points de vue, de demander l'arbitrage du peuple qui juge en dernier ressort.

De toutes façons, nous ne nourrissons pas de haine envers ceux qui nous critiquent au grand jour et nous ne faisons jamais de reproche à ceux qui font des remarques sur nous, quels qu'ils soient et de quelque parti qu'ils soient. Mais nous ne permettons et nous ne permettrons à quiconque de nous insulter et d'insulter d'autres.

Nous disons donc à certains jeunes qui se contentent d'insulter dans leurs tracts que ce n'est pas là un travail politique sérieux, que l'insulte est l'arme des faibles, de ceux qui manquent de cran et que s'ils croient en ce qu'ils écrivent, qu'ils se montrent et qu'ils défendent leurs idées ! S'ils agissaient ainsi, en toute responsabilité, personne ne pourrait, dans les conditions actuelles les en empêcher ou leur nuire, car ils auraient présenté des idées politiques propres à eux.

V - I UNION NATIONALE ANTI - IMPERIALISTE

Nous renouvelons notre appel pour le gouvernement d'union nationale, convaincus que l'union est une condition sine qua non pour sortir de la crise dans laquelle se débat le pays.

Rappelons que lorsque nous avons édifié l'union nationale au temps de l'occupation coloniale, nous avons pu mettre fin à la domination étrangère et arracher l'indépendance et que lorsque nous nous sommes divisés nous avons été incapables de sauver notre pays et de résoudre tous ses problèmes. Nous sommes ainsi restés arriérés et stagnants. Rappelons aussi que le relatif succès diplomatique que nous avons remporté en faveur de notre cause saharienne est essentiellement le fruit de l'union nationale et le résultat de l'unanimité qui s'est réalisée et qui doit prendre corps dans un front national puissant. Si nous ne nous unissons pas, nous serons responsables des conséquences graves qui s'en suivront, nous nous condamnerons à la paralysie et nous vouerons notre pays à la régression. N'oublions pas que la régression mène à l'approfondissement de la crise, que celui-ci est propice aux tentatives de coup d'Etat, aux actions désespérées et aux agissements qui sont contraires à la souveraineté du peuple et portent atteinte aux intérêts supérieurs de la patrie.

L'union est indispensable parce qu'aucune force, dans le pays, ne peut, à elle seule, réaliser une oeuvre radicale quelconque dans l'intérêt du pays.

Pour faire l'union, il faut renoncer à un certain égoïsme qui caractérise certaines forces politiques et rejeter la tendance de certains politiciens qui prétendent être les seuls dans la bataille, être tout et n'avoir besoin de personne.

Nous entendons, par exemple, certains de nos frères qui prétendent qu'ils sont la seule force politique au Maroc, qu'ils sont la classe ouvrière, qu'ils sont le peuple travaillant et que les autres ne sont rien.

De même certains amis disent et écrivent que leur parti est ce parti puissant qui a arraché l'indépendance, qui est l'auteur de tout ce que le Maroc a réalisé de positif depuis qu'ils ont chassé les colonialistes français qu'il n'y a de parti que le leur et qu'ils sont la grande force décisive.

Certains frères encore accusent une autre force qui s'est séparée d'eux de n'être pas représentative, de ne pas avoir d'audience, de n'avoir aucun rôle à jouer et de n'avoir pas d'avenir dans ce pays.

A tous ces frères et amis, nous disons avec tout le respect qui leur est dû que leurs prétentions n'ont rien à voir avec la réalité et que leurs jugements sont hâtifs.

Si ces frères qui se prétendent la seule grande force du pays avaient raison, pourquoi ont-ils permis de voir leur représentant chassé du gouvernement de 1960 ? Pourquoi ne sont-ils pas retournés au gouvernement depuis ces quinze années ? Pourquoi ont-ils permis au Maroc de se fourvoyer dans une impasse et de glisser dans la crise ? Et pourquoi ont-ils accepté que la classe ouvrière pâtisse de cette situation ?

Si cet autre parti était la force puissante qu'il dit, pourquoi est-il resté en dehors du pouvoir depuis déjà 1962 ? Pourquoi est-il resté des années et des années sans broncher, sans essayer de remédier ? Il a ainsi enregistré la note de la Mauritanie, le fait que le problème des frontières avec l'Algérie est resté sans solution, les complots des occupants espagnols de notre Sahara. Et il a enregistré d'autres choses et a patiemment. Il s'est contenté d'exprimer son point de vue comme nous et d'autres ont donné leur opinion.

Si cette autre force politique était sans poids et sans audience pourquoi ceux qui tiennent ce langage lui donnent-ils tant d'importance ? Et pourquoi la scission s'est-elle produite ?

Contrairement à ce que disent ces frères nous, militants du Parti du Progrès et du Socialisme estimons qu'il y a diverses forces politiques au Maroc, chacune d'entre-elles étant issue, exprimant les opinions défendant les intérêts de milieux sociaux déterminés chacune d'entre-

elles ayant son poids et son influence propre. La réalité indiscutable est qu'aucune de ces forces, à elle seule, n'a pu et ne pourra dans l'avenir jouer un rôle décisif dans le pays. Aucune ne plus ne pourra, à elle seule, entreprendre un changement radical, une réforme profonde ou le redressement du pays. Mais chacune peut apporter son rôle en liaison et en alliance avec les autres forces nationales.

Eliminer le sectarisme

En conclusion, il n'est pas seulement indispensable, mais il est inéluctable d'unir ces forces, de coordonner leurs efforts pour qu'elles aillent dans le chemin du salut de la grandeur et du progrès.

Pour réaliser l'union, il est indispensable que chaque parti politique évalue son rôle et son audience réelle avec réalisme et sans passion, sans surenchère, sans arrangement et sans hégémonisme. De même, il faut rejeter le sectarisme qui vise à écarter et à isoler certaines forces politiques et qui est dirigé essentiellement contre notre Parti parce que nous nous appuyons dans notre action sur les principes du socialisme scientifique.

A vrai dire, nous ne comprenons pas la logique de certains politiciens marocains qui se promènent dans les Etats socialistes, entrent en contact avec leurs organisations, travaillent à établir des relations avec certains partis communistes étrangers, les invitent avec insistance à assister à leur congrès, les flattent et les courtisent. Nous nous réjouissons de ce comportement et nous l'encourageons. Mais lorsqu'il s'agit des camarades de ces partis communistes, c'est-à-dire les adeptes du socialisme scientifique ici, nous constatons qu'ils changent de position, s'écartent et essaient de se justifier avec des prétextes sans fondement.

Ce sectarisme vain fait obstacle à l'union et à la marche du Maroc vers la libération et le progrès. Il faut donc le surmonter définitivement.

Certains prétendent que notre Parti recherche l'union dans son seul intérêt et espère en profiter. Nous disons

leurs revendications et tente de résoudre leurs problèmes. Aussi revendiquons-nous de nouveau la levée de l'interdiction de l'Union Nationale des Etudiants Marocains pour qu'elle reprenne son activité avec esprit de responsabilité, coopère avec toutes les forces nationales, progressistes et révolutionnaires, et agisse suivant les méthodes démocratiques.

Faire triompher l'esprit unitaire dans tous les domaines

Tout ceci pour affirmer que notre pays aspire à ce que l'esprit unitaire l'emporte :

- L'esprit unitaire à l'échelon gouvernemental en constituant un gouvernement de coalition nationale ;
- L'esprit unitaire à l'échelon des partis en formant le front national anti-impérialiste et anti-réactionnaire ;
- L'esprit unitaire à l'échelon des organisations de masses.

L'union est indispensable et urgente tant que le pays est dans l'étape de la révolution nationale démocratique.

Grâce à l'union nous pourrions redresser le pays et réaliser des transformations radicales.

Grâce à l'union nous pourrions libérer notre Sahara Occidental.

Grâce à l'union, nous industrialiserons le pays, réaliserons une réforme agraire véritable généraliserons l'enseignement et instaurerons les traditions démocratiques.

Grâce à l'union nous irons de l'avant et nous ouvrirons devant notre peuple les perspectives du socialisme radical qui lui garantit l'égalité, la justice et la prospérité.

En conclusion, nous réitérons notre appel à l'union à toutes les forces politiques, à tous les révolutionnaires, à tous les progressistes à tous les patriotes, à tous les citoyens sincères et conscients pour qu'ils puissent contribuer à cette oeuvre grande et décisive et garantir au Maroc le triomphe, la dignité et la grandeur.

Vive l'union nationale !

Vive le Maroc libre, indépendant et démocratique !

(Traduit de l'arabe)